



ARRETE PERMANENT DU MAIRE N°35/18 REGLEMENTANT LES DEPOTS SAUVAGES DE DECHETS

Le Maire de la commune de Pagny-Sur-Moselle,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-4, L. 2224-13 et L. 2224-17,
- **VU** le Code Pénal et notamment ses articles R. 610-5, R. 632-1, R. 633-6, R. 635-8, et R. 644-2,
- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 1311-1, L. 1311-2, L. 1312-1, et L. 1312-2,
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 541-1 à L. 541-6,
- **VU** le règlement sanitaire départemental approuvé par arrêté préfectoral le 5 août 1981 en Meurthe-et-Moselle et modifié,
- **Considérant qu'il** est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement,
- **Considérant qu'il** y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants,
- **Considérant que** les habitants ont en outre accès aux déchetteries du territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson,
- **Considérant qu'il** appartient au Maire, en tant qu'autorité de police municipale, de prendre, dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publiques en complétant et précisant sur le plan local les dispositions des lois et règlements en vigueur,
- **Considérant qu'il** appartient au Maire, en application des dispositions susvisées du Code de l'Environnement, d'assurer au besoin d'office après mise en demeure restée sans effet, l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable et, en cas de danger grave ou imminent, d'ordonner la réalisation des travaux exigés par les circonstances,
- **Considérant qu'il** convient de facturer l'enlèvement des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus,

HÔTEL DE VILLE

1 rue des Aulnois

54530 PAGNY-SUR-MOSELLE

Tél : 03.83.81.71.18

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



ARRÊTE

Article 1 : Les dépôts sauvages des déchets (notamment ordures ménagères, encombrants, cartons, métaux, gravats) et décharges brutes d'ordures ménagères sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et privés de la commune. Le dépôt et la présentation sur la voie publique des déchets ménagers et assimilés ainsi que des encombrants doit être effectué conformément aux jours, heures de collecte et autres prescriptions prévues par le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson et par les règlements en vigueur.

Article 2 : Toute personne qui produit ou détient sur ses terrains des dépôts sauvages de déchets ou décharges brutes d'ordures ménagères dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé publique est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination.

Article 3 : En cas d'infraction au présent arrêté, le responsable du dépôt sauvage de déchets ou décharge brute d'ordures ménagères sera mis en demeure de procéder à son élimination dans un délai déterminé. Dans l'impossibilité d'identifier l'auteur de l'infraction, pourra être retenu pour responsable le propriétaire du terrain sur lequel seront constatés le dépôt sauvage, les déchets ou la décharge brute d'ordures ménagères, qui les aura tolérés, acceptés ou facilités par sa négligence, ou encore se sera abstenu d'informer les autorités municipales de leur existence.

Faute, par la personne visée par la mise en demeure, d'avoir procédé à l'élimination du dépôt de déchets ou de la décharge brute d'ordures ménagères dans le délai imparti, il y sera procédé d'office aux frais du responsable. Le cas échéant, il sera ordonné au responsable de consigner entre les mains du comptable de la commune, une somme répondant au montant des travaux à réaliser. En outre, il pourra être ordonné, en cas de danger grave ou imminent, l'exécution des mesures de sûreté exigée par les circonstances.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de rapports ou de procès-verbaux de constatations et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur. Tout contrevenant s'expose à une amende prévue par le Code Pénal, en vertu des articles R. 610-5, R. 632-1, R. 633-6 et R. 644-2 allant de la 1^{ère} à la 5^{ème} classe selon la nature de la contravention.

Article 5 : La responsabilité du contrevenant est engagée selon l'article 1242 du Code Civil si les dépôts sauvages, déchets ou décharge venaient à causer des dommages à un tiers.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché sur les lieux habituels d'affichage et le public pourra le consulter en mairie aux heures d'ouverture des bureaux.

Article 7 : Le Maire, le Directeur Général des Services, le Commandant de la brigade de gendarmerie de Pagny-sur-Moselle, le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Préfet de Meurthe-et-Moselle.

A Pagny-sur-Moselle, le 30 mars 2018

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215404153-20180330-AR-2018-025-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/03/2018

Publication : 30/03/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Le Maire,

René BIANCHIN

HÔTEL DE VILLE

1 rue des Aulnois

54530 PAGNY-SUR-MOSELLE

Tél : 03.83.81.71.18

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

